

EXPOSE DU MALI

La présentation comporte deux parties :

A. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE DU MALI ET PERSPECTIVE 2006

B. ETAT DES LIEUX EN MATIERE DE COMPTES NATIONAUX

A. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE DU MALI ET PERSPECTIVE 2006

L'analyse de la situation économique du Mali est faite à travers un aperçu de la structure de l'économie d'une part et d'autre part un commentaire sur l'évolution de la conjoncture qui a prévalu en 2005.

1. La structure de l'économie

Les comptes économiques du Mali sont conformes au PIB comparable présentent le produit intérieur brut en ressources et en emplois.

En ressources il est retracé la valeur ajoutée des trois secteurs de l'économie et chacun des secteurs comporte un certain nombre de branches d'activités résumées dans le tableau suivant :

Ressources

PRIMAIRE
AGRICULTURE
ELEVAGE
PECHE, FORET
SECONDAIRE
INDUSTRIES EXTRACTIVES
INDUSTRIES MANUFACTURIERES
ENERGIE
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
TERTIAIRE GENERAL
TERTIAIRE
TRANSPORTS & TELECOM
COMMERCE
BANQUES ET ASSURANCES
AUTRES SERVICES
SERVICES NON MARCHANDS
PRODUCTION IMPUTEE DES SERVICES BANCAIRES

En emplois, le PIB est affecté à la consommation, à l'investissement et une partie est exportée. Le PIB étant constitué uniquement que de ressources intérieures, les importations sont enregistrées négativement en emplois pour limiter le niveau des emplois à la production intérieure. Ainsi, les emplois sont ventilés selon la nomenclature suivante :

Emplois

| CONSOMMATION FINALE |

MENAGES
ADMINISTRATIONS
FORM. BRUTE DE CAPITAL
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
PRIVEE
PUBLIQUE
VARIATION DE STOCKS
EXPORTATIONS
IMPORTATIONS

La structure de l'économie malienne en 2005 dégage 34,8% du PIB pour le secteur primaire, 21,6% pour le secteur secondaire et 42,9% pour le secteur tertiaire. En ressource, les branches d'activités qui ont les plus porté la croissance économique ne représentent au total que 29% du PIB en 2005 contre 31,5% en 2004. Ce sont l'agriculture, la branche extractive, et la branche transport et télécommunication.

En ce qui concerne les emplois, en 2005 la consommation finale a représenté 82,0% du PIB contre 21,4% pour la formation brute de capital assimilable à l'investissement. Le PIB est utilisé à 24,6% en exportation et 28,4% en importations de biens et services.

Le Mali est un pays à vocation essentiellement agropastorale. A ce titre la valeur ajoutée du primaire a toujours représenté plus de 30% du PIB. Toutefois au cours des 10 dernières années les contributions au PIB des secteurs secondaire et tertiaire connaissent une légère ascension. Le secondaire contribue à environ 20%. Quant au tertiaire il contribue pour près de 45% à la formation du PIB. L'analyse de la structure de l'économie met en exergue le caractère extraverti de celle-ci. L'agriculture qui est sensée être le complément naturel de l'industrie ne produit pas les effets d'entraînement escomptés sur le moyen terme. De même le commerce qui se développe en général en aval du secteur industriel évolue indépendamment de celui-ci. Le commerce étant pour l'essentiel basé sur les produits importés.

Le tableau des « Equilibres Ressources – Emplois » comme son nom l'indique, est une présentation comptable de l'économie nationale avec en ressource l'ensemble des richesses créées au cours d'une année donnée par les agents économiques résidents et en emploi les utilisations faites de ces ressources.

1.1. Le PIB en ressources

Les ressources sont constituées de l'ensemble des productions réalisées sur l'espace économique national.

En 2005, la somme des valeurs ajoutées qui constitue le PIB est évaluée au prix du marché pour les trois secteurs à **2871 milliards** de franc CFA contre 2612 milliards en 2004 et une prévision de 3186 milliards en 2006. Le secteur qui rapporte le plus au PIB est le tertiaire avec 1241 milliards de FCFA. Il est suivi du secteur primaire avec 1007 milliards de FCFA. Le secteur tertiaire constitué par les industries ne rapporte que 646 milliards. L'économie malienne est donc fondamentalement une économie de service et non une économie industrielle. Toutefois, il apparaît qu'en terme de croissance annuelle c'est plutôt le secondaire qui affiche le taux de croissance réel le plus élevé avec 8,1% réalisé en 2005 contre 6,6% pour le secteur primaire et 4,8% au tertiaire. Du côté de l'offre, la croissance économique a été tirée en 2005 en premier lieu par la branche extractive (18,9%), mais

également par les transports et télécommunications (12,6%) et dans une moindre mesure par l'agriculture (10,1%).

1.2. Les emplois du PIB

L'ensemble des utilisations faites des ressources constitue les emplois du PIB. Il s'agit des consommations finales, de la formation brute de capital, des exportations et des importations. La consommation finale, principale composante de la demande globale serait de **2373,5** milliards de franc CFA en 2005 dont 1883,1 milliards de consommation finale privée et 490,4 milliards pour l'administration, contre 2196 milliards en 2004 et une prévision de 2577,1 milliards en 2006.

Le niveau des investissements à travers la FBCF est de **446 milliards** en 2005, en légère baisse par rapport à 2004, baisse due à celle enregistrée par sa composante privée. En 2005, nous assistons à une constitution conséquente des stocks, ce qui pourrait résulter de la bonne production enregistrée au cours de la campagne agricole 2005/2006.

La consommation finale a connu une croissance réelle de 6,0% en 2005 contre 5,5% en 2004.

La formation brute de capital quant à elle, est passée de -32,6% en 2004 à 42,1% en 2005.

Les exportations sont en baisse en 2005 de 6,2% contre une hausse de 6,7% pour les importations.

2. Evolution de la conjoncture économique

Le comportement des agrégats macroéconomiques est lié à la fois à l'évolution de la conjoncture tant sur le plan interne que sur le plan international.

2.1 L'environnement international

La conjoncture économique internationale au cours de l'année 2005 se caractérise essentiellement par une croissance modérée de l'économie mondiale. L'accroissement en 2005 du Produit Intérieur Brut a été en moyenne de 3,5% pour les Etats-Unis, 1,5% pour la France, 2,7% pour le Japon, 0,1% pour l'Italie, 1,2% pour l'Allemagne, 2% pour le Royaume-Uni et 3% pour le Canada. Les pays développés ont enregistré une faible inflation au cours de l'année 2005.

Les éléments les plus marquants ont été:

- La flambée des cours du pétrole. Pour les douze mois de l'année 2005, le cours du pétrole a connu 63,4% d'augmentation de sa valeur en franc CFA.
- Une forte hausse du cours de l'or. L'or a profité des menaces sécuritaires dans le monde pour s'imposer comme valeur refuge. Son cours a connu 30,3% d'augmentation de valeur en franc CFA en 2005 dont 15,5% pour le seul quatrième trimestre.
- Après la forte baisse enregistrée par le cours du coton en 2004 (**39%**), l'année 2005 a été marquée par une légère reprise. (**23,5%** de hausse entre janvier 2005 et décembre 2005).

2.2. La conjoncture économique nationale

La conjoncture économique en 2005 a été favorisée au Mali par une bonne campagne agricole et une production d'or légèrement supérieure aux prévisions. La croissance en volume du PIB est de 6,1% en 2005 malgré la flambée des cours du pétrole.

2.2.1. La production

Le niveau de la production est ressorti à la hausse dans les trois secteurs. Dans le primaire la croissance a été tirée à la fois par la bonne production au niveau des cultures vivrières malgré une légère baisse du niveau de la production de coton. La reprise de la production dans le secteur minier a légèrement impulsé la croissance du secondaire. Il en est de même dans le tertiaire avec l'extension continue du réseau de téléphone mobile.

Dans le primaire

Grâce aux conditions climatiques favorables et aux mesures de lutte anti-acridienne prises par le Gouvernement, le secteur primaire a enregistré une croissance en volume de 6,6%.

La production des cultures vivrières a augmenté en liaison avec les conditions climatiques plus favorables et le renforcement de la lutte anti-acridienne d'une part, la poursuite de l'exécution du programme d'aménagement de périmètres irrigués et la diffusion de variétés améliorées de riz et de maïs d'autre part.

La branche de l'élevage affiche un taux de croissance réel de 1,6%, traduisant une décélération liée aux effets de la mauvaise saison 2004_2005.

Les principales cultures vivrières à l'exception du sorgho, ont enregistré une hausse du niveau de leur production. La production totale de céréales a atteint 3 398 627 tonnes selon les résultats définitifs de l'enquête agricole.

Tableau N° 1 : La production des principales céréales (en tonnes)

Spécifications	2004	2005	Variation
Mil	974673	1 157 810	18,79%
Sorgho	673025	629 127	-6,52%
Riz	851121	945 823	11,13%
Maïs	459463	634 464 572	38,09%
Fonio	19655	26 598	35,32%
Blé/Orge		4 805	
Total	2 977 937	3 398 627	14,13%

Source : Enquête Agricole de Conjoncture 2004/2005/ résultats définitifs

Les productions de fonio et de mil sont celles qui ont enregistré les plus grandes croissances avec des taux respectifs de 38% et 35,3%.

Pour ce qui est de l'agriculture industrielle, elle reste dominée par la production de coton qui est passée de 585000 tonnes en 2004/2005 à 547000 tonnes en 2005/2006 soit une baisse de 6,5% en rapport avec la baisse tendancielle des rendements.

La production agricole en tonne

RUBRIQUES	2004	2005
Céréales	2.844.902	3.398.627
Variations	-16,4%	19,5%
Coton graine	585.140	547.400
Variations	-5,3%	-6,5%

Dans le secondaire

La croissance réelle du secteur secondaire, a été de 8,1% en 2005 contre 2,7% en 2004. Elle est tirée par la production aurifère qui est passée de 40,6 tonnes en 2004 à 51 tonnes en 2005 pour une prévision initiale de 49 tonnes, avec l'entrée en activité de nouvelles mines (mine de Loulo) et l'augmentation de la production dans la mine de Morila. Ainsi la branche extractive a connu une croissance de 18,9% contre -15,2% en 2004. De même, la production de la branche énergie a enregistré une hausse de 10,2% induite par la mise en oeuvre du programme d'extension de la couverture électrique du pays.

Quant à l'industrie manufacturière, elle a enregistré une forte décélération de sa croissance qui est ressortie à 0,5% contre 19% en 2004, à cause du fléchissement de l'activité dans les usines d'égrenage suite aux mauvais résultats de la campagne cotonnière 2004 /2005. La branche des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) a été également marquée par un ralentissement de son rythme de croissance, avec la fin des travaux relatifs à la préparation du Sommet Afrique-France. Elle a progressé de 4% contre 8% en 2004 en liaison avec les réalisations d'infrastructures routières et la poursuite des travaux de construction de la cité administrative.

L'activité industrielle en 2005 est en hausse de 8,1%. Le secteur secondaire a surtout profité des bons résultats de l'activité extractive.

La production du sous-secteur énergie est en hausse de **8,4%** par rapport à son niveau de l'année 2004.

Dans le tertiaire

La croissance reste marquée par *l'extension continue de la couverture géographique de la téléphonie mobile et celle du réseau du téléphone fixe*. Le nombre d'abonnés est en hausse continue. Le volume des appels suit la même tendance que l'évolution des abonnés.

2.2.2. La consommation

La consommation des ménages demeure dominante car elle constitue environ 80% de la consommation finale totale. Il est attendu une croissance de 9,3% de la consommation finale en 2006 contre 6,8% en 2005. La consommation totale sera tirée principalement par celle des ménages (11,3%) et à un rythme moindre par la consommation finale des Administration (1,5%)

La croissance des investissements a été de 6,3% sous l'impulsion de ses composantes privée et publique, en rapport avec la poursuite des efforts d'investissements dans le secteur aurifère, les travaux de réalisation d'infrastructures et l'exécution des projets inscrits dans le cadre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP). Elle est toutefois moindre par rapport à celle de 2004. En 2006, la décélération devrait se poursuivre avec un taux de croissance prévu à 1,2% pour l'investissement privé et 2,0% pour l'investissement public.

2.2.3. La croissance économique

Le taux de croissance du PIB s'élèverait à 6,1% en 2005 contre 2,3% en 2004. Il est attendu un taux de 5,0% en 2006. L'économie reste toujours tributaire des aléas climatiques et des vicissitudes de l'environnement international.

2.2.4. Les prix et l'inflation

Suite au déficit pluviométrique et aux dégâts causés par les criquets dans une moindre mesure, la production agricole de la campagne 2004/2005 a connu une baisse notamment la production céréalière. Ainsi, les trois premiers trimestres de l'année 2005 ont enregistré une augmentation du niveau des prix à la consommation des céréales conduisant à une tension inflationniste.

Ce renchérissement de la vie a atteint son maximum en septembre 2005 où la variation en glissement annuel de l'indice global a atteint **11,5%** dont 22,6% pour la fonction alimentaire. Les dispositions prises par le gouvernement ont beaucoup contribué à apaiser la tension sur les marchés de céréales d'une part et sur le prix des hydrocarbures d'autre part.

Malgré toutes ces mesures, l'inflation annuelle est ressortie à 6,4% en 2005. Ce taux est largement supérieur à la norme communautaire qui est de 3,0%.

3. Perspectives de croissance économique pour 2006

L'année 2006 commence avec une lueur d'espoir. En effet, l'activité la plus déterminante dans l'économie malienne est l'agriculture. La campagne agricole 2005/2006 a enregistré une hausse de la production céréalière de plus de 19%. Ce bon résultat de la campagne devrait contribuer à limiter la hausse des prix à la consommation au cours de l'année 2006.

Le regain d'activité affiché par la production industrielle doit se poursuivre, la branche extractive, particulièrement la production d'or pourrait servir de détonateur à cet élan dans l'industrie. Si la tendance actuelle se maintenait, la production d'or pourrait croître à un taux d'environ 20% pour atteindre les 60 tonnes (y compris l'orpaillage). Le cours de l'or poursuivra son ascension tant que persisteront les tensions sociopolitiques. Les productions

d'électricité et d'eau qui étaient respectivement d'environ 807,8 millions de KW/H et 64,6 millions de M3 en 2005 doivent connaître une croissance d'environ 2,3 % et 2%.

Le secteur tertiaire doit croître à un rythme satisfaisant à la faveur de la poursuite de l'extension du réseau de télécommunication et la réalisation des grands axes facilitant le transport.

L'arrivée de nouveaux producteurs de pétrole comme la Mauritanie sur le marché et une éventuelle pacification de l'Iraq, l'accroissement du volume des investissements chinois dans le secteur, sont de nature à améliorer le ravitaillement du marché et à faire fléchir le niveau des cours du pétrole.

Le marché du coton est dans une situation inquiétante malgré la hausse timide enregistrée durant l'année 2005.

Tout porte à croire qu'une phase descendante du cours du coton sur le marché international est entrain de débiter et pourrait compromettre dangereusement la filière dans les pays en développement.

Au Mali cette tendance baissière du prix est doublée d'une baisse de la production pendant la campagne 2005/2006 malgré la bonne pluviométrie enregistrée.

Le taux d'accroissement du PIB réel est prévu à 5,0% en 2006, imputable à un accroissement en volume de 5,3% pour le secteur primaire, 6,3% pour le secondaire et 4,1% pour le tertiaire.

En emploi, la consommation finale devrait croître de 9,3% tandis que la croissance de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est attendue à 1,2%.

Le bon niveau de la production agricole de la dernière campagne (2005/2006), l'accroissement affiché par l'économie nationale en 2005 (+6,1%) seront déterminants pour une relance de la demande privée dans les mois à venir.

B. ETAT DES LIEUX EN MATIERE DE COMPTES NATIONAUX

1. Les Travaux réalisés

La série officielle de comptes économiques utilisée à ce jour au Mali et par le FMI demeure le PIB comparable. Cette série s'étend de 1990 à 2004. Toutefois les comptes provisoires de 2005 sont disponibles de même que les comptes prévisionnels 2006.

Cette série est élaborée à partir d'un modèle qui tourne sous Lotus (son passage en Excel est envisagé). Ce modèle est utilisé à la fois pour produire les comptes nationaux et pour faire des prévisions sur 3 ans.

Avec l'avènement du module ERETES, un certain nombre de travaux a été réalisés. Il s'agit :

- ✓ des comptes définitifs pour l'année 1997 choisie comme année de base ERETES ;
- ✓ des comptes définitifs pour la 1^{ère} année courante 1998
- ✓ des comptes provisoires pour la 2^{ème} année courante 1999

Raisons du retard

Le retard est essentiellement du au volume du travail d'exploitation, de saisie et de traitement des DSF.

L'équipe des comptables nationaux proprement dite a connu une instabilité importante au cours du temps. Elle est réduite aujourd'hui à 5 cadres et 5 agents de collecte.

La rotation importante du personnel est un handicap à sa formation. De la première équipe qui a travaillé sur l'année de base en 1999, il ne reste qu'un seul cadre. Cela empêche également la formation d'une mémoire collective et provoque la détérioration des outils de traitement.

2. Les travaux en cours

Compte tenu du retard accusé et de l'option prise en vue de faire des sauts d'années, les travaux en cours actuellement portent sur l'année 2004 envisagée comme nouvelle année de base. A ce niveau un effort particulier a été fait pour rassembler et engager le traitement des sources données.

- **Assurances**

Le Trésor Public reçoit les DSF des compagnies d'assurance à partir desquelles il établit un document synthétique. Ce document est traité par les comptables nationaux à l'aide d'une maquette qui remplit la feuille de chargement dans ERETES .

Aujourd'hui les données des années 2002, 2003 et 2004 sont complètement traitées. Celles de l'année 2005 devraient être disponibles mais la DNSI ne les a pas encore reçues.

- **Banques**

La DNSI dispose d'une maquette pour traiter les données source mais celles-ci sont disparates et la maquette ne permet de prendre en compte qu'une partie.

La mission d'AFRISTAT a fourni la maquette utilisée par les comptables nationaux nigériens qui répond aux besoins de la DNSI en la matière.

Aujourd'hui toutes les DSF des banques ont été traitées pour 2002, 2003 et 2004.

- **Budget national**

Il s'agit des dépenses et des recettes des Administrations publiques exécutées. Une maquette permet de traiter ces données automatiquement et de confectionner la feuille de chargement dans ERETES . L'année 2004 est prête à être chargée.

- **Micro finance**

Il s'agit d'une source potentielle qui n'a jamais été utilisée dans les comptes nationaux maliens. Décision est prise de retenir cette information pour une prochaine base de compte mais de ne pas modifier la méthodologie définie à partir de la base 1997 sous ERETES .

- **CMDT (Coton)**

Cette source recense les informations relatives à la production de coton graine. Ces données sont confrontées à celles provenant de l'enquête agricole.

Par ailleurs la CMDT dépose ses DSF pour ce qui concerne ses activités en tant qu'entreprise. Les données de l'année 2004 sont traitées, celles des années antérieures sont disponibles et peuvent également être utilisées.

- **Balance des paiements**

La balance des paiements est établie par la BCEAO. La dernière balance publiée est celle de 2003 mais la DNSI dispose d'une version abrégée de 2004 établie pour les besoins du Comité National de Politique Economique (CNPE). Le traitement de ce document n'a pas encore commencé mais ne pose pas de problème particulier.

- **Commerce extérieur**

Cette source est construite à partir des données douanières. Les feuilles de chargement dans ERETES sont prêtes pour les données 2002, 2003 et 2004.

- **Caisse de retraite (CRM) et Institut national de prévoyance sociale (INPS)**

Cette source comprend les comptes de ces organismes en tant qu'unités institutionnelles et les données relatives aux cotisations sociales reçues et aux indemnités versées. Les informations de la CRM sont disponibles et ont été traitées pour 2004.

- **Les sources relatives à l'agriculture**

Hormis la source CMDT traitée ci-dessus, les données agricoles sont issues de trois documents différents : le rapport de la Direction Nationale d'Appui au Monde Rural (DNAMR), le rapport d'exécution de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC), et l'Enquête budget consommation. Ces différentes sources sont mises en cohérence par l'intermédiaire d'ERETES .

Les tables de chargement pour 2004 sont prêtes.

- **Elevage**

Le rapport de l'office malien du bétail et de la viande (OMBVI) était la source unique des données relatives à l'élevage et à la production de viande. Présentement, c'est le rapport de la Direction Nationale de l'élevage et de la pêche qui sera utilisé. Ce rapport est disponible pour 2004 et la table de chargement est prête pour l'année 2004.

- **Déclarations Statistiques et Fiscale (DSF)**

Il s'agit de la source de données la plus lourde et la plus problématique. Les difficultés essentielles que posent les DSF sont les suivantes :

- Le nombre de dossiers est important (1300 environ) et nécessite un temps de saisi démesuré.
- Les identifiants des entreprises sont multiples (fiscal, statistique, etc.) et ne sont pas toujours renseignés.
- Les états financiers ne sont pas toujours exploitables car ils ne sont pas conformes au SYSCOA.
- La saisie des données 2004 est presque achevée, il ne reste que quelques corrections à faire pour établir certaines cohérences. Certaines saisies ont des données des valeurs ajoutées négatives.
- La codification sera en partie facilitée par le fait que les dossiers ont déjà été classés par types d'activités.

- **Les indices**

Deux indices sont utilisés par les comptes nationaux : l'indice de la production industrielle (IPI) utilisé comme indice de volume et l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) utilisé comme indice de prix. Ces indices existent pour toute la période.

- **La Population Active Occupée (PAO)**

Il s'agit des résultats du recensement de 1998 actualisés par les taux de croissance de la population fournis par la division Population. La feuille de chargement 2004 est prête.

- **TOFE**

Les données du TOFE ne constituent pas une source ERETES en tant que telle. Elles servent de données de cadrage au moment des différents arbitrages. Les données à ce niveau sont disponibles sur toute la période 1997_2005

3. PERSPECTIVES

La stratégie retenue par la DNSI en rapport avec AFRISTAT et la mission de l'INSEE combine plusieurs éléments pour rattraper le retard :

- effectuer un saut de plusieurs années
- réduire un certain nombre de tâches
- assurer la continuité par rapport à la base 1997 ou choisir une nouvelle année de base.

3.1 Effectuer un saut de plusieurs années

Les conditions semblent réunies pour tenter l'expérience de sauter les comptes de plusieurs années : il existe déjà une année de base suivie de deux années courantes qui constituent une structure sur laquelle les travaux peuvent prendre assise ; les sources d'information ont continué à être collectées et un travail important a été effectué de ce point de vue sur l'année 2004. L'année 2004 a été retenue pour effectuer ce saut parce que l'information est disponible et presque entièrement traitée et qu'elle n'est pas trop éloignée dans le temps pour permettre d'envisager de rattraper le retard

3.2. Un allègement des tâches

Il a donc été décidé d'alléger les tâches essentiellement de deux points de vue :

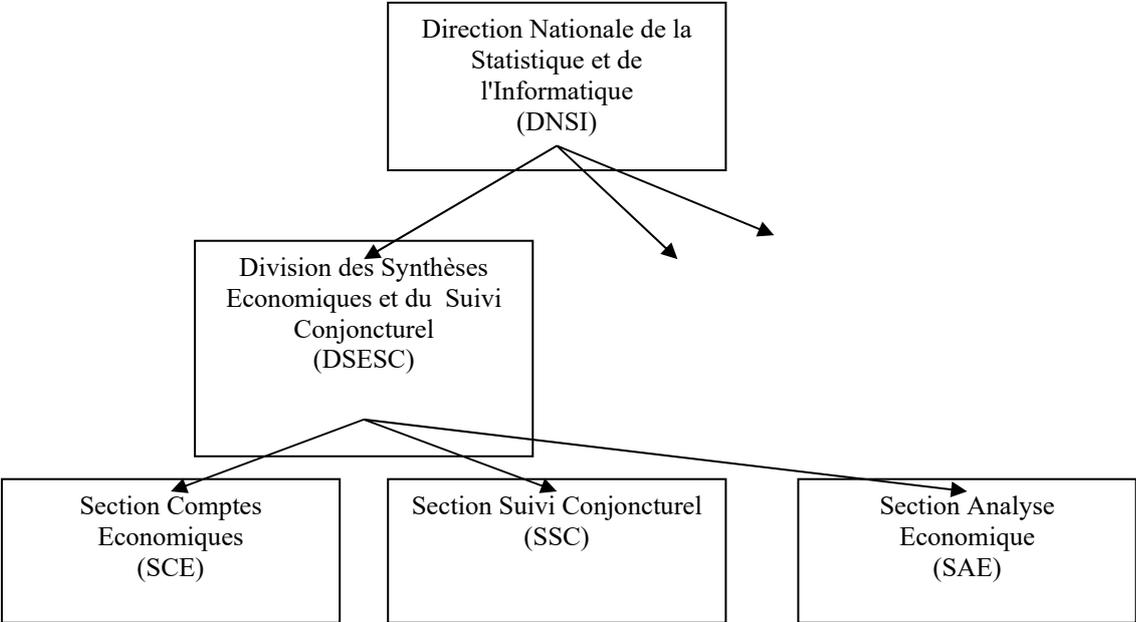
- des nomenclatures de branches et de produits concentrées de manière à réduire notablement le nombre d'équilibres ressources-emplois et le nombre de comptes de branches. Par ailleurs la simplification des nomenclatures permet des arbitrages plus aisés.
- Les travaux sur les DSF seront réduits en ne traitant pas les entreprises de commerce de détail : la production de commerce sera évaluée par les marges dans les équilibres ressources-emplois en se basant sur les taux de marge des années précédentes. Par ailleurs, pour les années 2005 et suivantes seules les DSF des plus grosses entreprises seront dépouillées, les autres seront estimées sur la base d'une stratification recoupant l'activité et la taille des entreprises.

3.3. Assurer la continuité par rapport à la base 1997

Trois pistes seront explorées afin d'établir des passerelles entre les années 97 à 99 et 2004 :

- l'établissement d'une chronique des événements économiques des années 2000-2004 avec l'aide des autres services impliqués dans les travaux macro-économiques (Plan, conjoncture, etc.)
- le suivi année par année en dehors du module ERETES des équilibres ressource-emplois des produits stratégiques de l'économie malienne : coton, or, produits agricoles et élevage.
- Pour les autres produits les équilibres 1999-2004 seront réalisés par la combinaison des indices de volume (IPI) et de prix (IHPC) adaptés aux nouvelles nomenclatures.

ANNEXE I : ORGANIGRAMME de la DIVISION des SYNTHÈSES ECONOMIQUES et du SUIVI CONJONCTUREL



ANNEXE II : NOMENCLATURE D'ACTIVITES RESTREINTE

(construite au cours de la mission)

Codes branches	Libellés
001	AGRICULTURE VIVRIERE (plus activité annexe)
001000	Agriculture vivrière
002	AGRICULTURE D'EXPORTATION (plus activité annexe)
002001	Cultures de plantes oléagineuses
002002	Culture du coton
002003	Autres cultures
003	ELEVAGE ET CHASSE (plus activité annexe)
003001	Elevage
003002	Chasse
004	SYLVICULTURE, EXPL. FORESTIERE, SERVICES ANNEXES, CUEILLETTE
004000	Exploitation forestière et cueillette
005	PECHE
005000	Pêche
006	ACTIVITES EXTRACTIVES
006000	Activités extractives
007	INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES
007001	Abattage, transformation et conservation de viande et de poisson
007002	Fabrication des corps gras
007003	Travail grains et fabrication de produits alimentaires à base de céréales
007004	Fabrication de boissons
007005	Autres industries agroalimentaires NCA
008	FABRICATION DES TEXTILES, HABILLEMENT ET TRAVAIL DU CUIR
008001	Egrenage du coton
008002	Fabrication des textiles, cuir et habillement
009	AUTRES ACTIVITES INDUSTRIELLES
009001	Métallurgie; fonderie
009002	Fabrication de machines et de matériels divers, de matériels de transport, de meubles
009003	Raffinage de produits pétrolier
009004	Production de produits chimiques
009005	Matériaux de construction
009006	Autres activités industrielles NCA
010	ELECTRICITE, GAZ ET EAU
010001	Production et distribution d'électricité et de gaz
010002	Captage, traitement et distribution d'eau
011	CONSTRUCTION
011000	Construction
012	COMMERCE
012000	Commerce
013	REPARATION
013000	Réparation
014	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION
014000	Hôtellerie et restauration
015	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
015001	Transports aériens

015002	Transports routiers
015003	Transports ferroviaire
015004	Transports fluvial
015005	Communications
016	ACTIVITES FINANCIERES
016001	Intermédiation financière et auxiliaires financiers
016002	Assurance et auxiliaire d'assurance
017	ACTIVITES IMMOBILIERES et de SERVICES AUX ENTREPRISES
017001	Activités immobilières
017002	Activités de services aux entreprises
018	ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
018000	Administration publique
019	EDUCATION
019000	Education
020	ACTIVITES DE SANTE ET ACTION SOCIALE
020000	Activités de santé et action sociale
021	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL
021000	Activités à caractère collectif ou personnel
022	PRODUCTION IMPUTEE DE SERVICES BANCAIRES
022000	Production imputée de services bancaires
023	CORRECTION TERRITORIALE
023000	Correction territoriale
999	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 1
999999	BRANCHE D'ATTENTE DE NIVEAU 2

ANNEXE III : NOMENCLATURE DE PRODUITS RESTREINTE

(construite au cours de la mission)

Codes produits	Libellés
001	PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE
001000	Produits de l'agriculture vivrière
001000001	Maïs
001000002	Riz Paddy
001000003	Mil
001000004	Sorgho
001000005	Autres céréales
001000006	Tubercules
001000007	Légumes
001000008	Fruits
002	Produits agricoles destinés à l'industrie d'exportation
002001	Plantes oléagineuses
002001001	Arachides
002001002	Autres plantes oléagineuses
002002	Coton graine
002002000	Coton graine
002003	Autres produits agricoles destinés à l'industrie exportation
002003000	Autres produits agricoles destinés à l'industrie exportation
003	PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE
003001	Produits de l'élevage

003001001 Bovins sur pied
 003001002 Ovins et Caprins sur pied
 003001003 Volailles
 003001004 Autres produits de l'élevage
 003001005 Sous-produits de l'élevage
 003002 Gibiers
 003002000 Gibiers
004 PROD. SYLVICULTURE EXPLOITATION FORET, SERV. ANEX et CUEILLETTE
 004000 Produits de l'exploitation forestière et de la cueillette
 004000001 Bois et Charbon de bois
 004000002 Produits de la cueillette
005 PRODUITS DE LA PECHE
 005000 Produits de la pêche
 005000000 Produits de la pêche
006 PRODUITS DE L'ACTIVITES EXTRACTIVES
 006000 Produits de l'activités extractives
 006000001 Sel
 006000002 Produits des carrières
 006000003 Autres produits de l'activité extractive
007 PRODUITS de l'INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES
 007001 Viandes, produits à base viande, produits abattage et poissons
 007001001 Viandes, produits à base viande, produits abattage
 007001002 Poissons
 007002 Produits de la fabrication des corps gras
 007002001 Huile de coton
 007002002 Autres corps gras
 007003 Produits du travail des grains et produits alimentaires à base de céréales
 007003001 Pain et pâtisserie
 007003002 Autres produits à base de céréales
 007004 Boissons
 007004001 Boissons alcoolisées
 007004002 Boissons non alcoolisées diverses
 007005 Sucre, tabac et autres produits agroalimentaires NCA
 007005001 Sucre
 007005002 Produits à base de tabac
 007005003 Autres produits agroalimentaires NCA
008 TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT, ARTICLES EN CUIR
 008001 Produits de l'égrenage du coton
 008001000 Produits de l'égrenage du coton
 008002 Produits textiles, articles en cuir et articles d'habillement
 008002000 Produits textiles, articles en cuir et articles d'habillement
009 PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES INDUSTRIELLES
 009001 Produits de la métallurgie
 009001001 Or
 009001002 Autres produits de métallurgie et de fonderie
 009002 Machines, équipements, matériels de transport, de meubles
 009002000 Machines, équipements, matériels de transport, de meubles
 009003 Produits pétroliers raffinés
 009003000 Produits pétroliers raffinés
 009004 Produits chimiques
 009004001 Produits pharmaceutiques

009004002 Autres produits chimiques
009005 Matériaux de construction
009005000 Matériaux de construction
009006 Autres produits industrielles NCA
009006000 Autres produits industrielles NCA
010 ELECTRICITE, GAZ ET EAU
010001 Electricité et gaz, supports énergétiques
010001001 Electricité
010001002 Gaz distribué
010001003 Glace alimentaire
010002 Eau distribuée
010002000 Eau distribuée
011 TRAVAUX DE CONSTRUCTION
011000 Travaux de construction
011000001 Bâtiments
011000002 Travaux publics
012 COMMERCE
012000 Commerce
012000000 Commerce
013 SERVICE DE REPARATION
013000 Service de Réparation
013000000 Service de Réparation
014 SERVICES D'HOTELLERIE ET DE RESTAURATION
014000 Services hôtellerie et de restauration
014000000 Services hôtellerie et de restauration
015 SERVICES DE TRANSPORTS ET DE COMMUNICATIONS
015001 Service de transport aérien
015001001 Service de transport aérien de voyageurs
015001002 Service de transport aérien de marchandises
015002 Service de transport routiers
015002001 Service de transport routiers de voyageurs
015002002 Service de transport routiers de marchandises
015003 Service de transport ferroviaire
015003001 Service de transport ferroviaire de voyageurs
015003002 Service de transport ferroviaire de marchandises
015004 Service de transport fluvial
015004001 Service de transport fluvial de voyageurs
015004002 Service de transport fluvial de marchandises
015005 Services des postes et télécommunications
015005001 Services des postes
015005002 Services des télécommunications
016 Services financiers
016001 Services d'intermédiation financière et d'auxiliaires financiers
016001000 Services d'intermédiation financière et d'auxiliaires financiers
016002 Services d'assurance et d'auxiliaire d'assurance
016002000 Services d'assurance et d'auxiliaire d'assurance
017 SERVICES IMMOBILIERS et SERVICES AUX ENTREPRISES
017001 Services immobiliers
017001000 Services immobiliers
017002 Services aux entreprises
017002000 Services aux entreprises

018 SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
018000 Services d'administration publique
018000000 Services d'administration publique

019 EDUCATION
019000 Education
01000001 Enseignement primaire et maternelle
01000002 Enseignement secondaire et technique
01000003 Enseignement supérieur
01000004 Autres enseignements

020 SERVICES DE SANTE ET D'ACTION SOCIALE
020000 Services de santé et d'action sociale
020000001 Services relatifs à la santé humaine
020000002 Services vétérinaires
020000003 Services d'action sociale

021 SERVICES COLLECTIFS, SOCIAUX ET PERSONNELS
021000 Services collectifs, sociaux et personnels
021000000 Services collectifs, sociaux et personnels

022 PRODUCTION IMPUTEE DE SERVICES BANCAIRES
022000 Production imputée de services bancaires
022000000 Production imputée de services bancaires

023 CORRECTION TERRITORIALE
023000 Correction territoriale
023000000 Correction territoriale

999 PRODUIT D'ATTENTE DE NIVEAU 1
999999 PRODUIT D'ATTENTE DE NIVEAU 2
999999999 PRODUIT D'ATTENTE DE NIVEAU 3